

OPINIONS

« Les difficultés de la Seine-Saint-Denis tiennent d’abord au renouvellement permanent de sa population »

TRIBUNE

Daniel Behar

Géographe, professeur à l’Ecole d’urbanisme de Paris

Réagissant, dans une tribune au « Monde », à un rapport de l’Institut Montaigne, le géographe Daniel Behar estime que ce territoire souffre moins de la bureaucratie de l’action publique que du défaut de prise en compte de son caractère de gigantesque sas d’insertion où travaillent les soutiers de la métropole.

Publié le 05 juin 2020 à 12h11 | Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Tribune. Un rapport de l’Institut Montaigne publié le 27 mai et dont *Le Monde* s’est fait l’écho prétend nous fournir la clé explicative de l’énigme que constitue la Seine-Saint-Denis : pourquoi ce département est-il enlisé dans la pauvreté alors qu’il a tous les atouts pour décoller ? Las, la réponse proposée est des plus convenues. C’est encore une fois la lourdeur administrative de l’action publique, les rivalités politiques et administratives qui sont incriminées.

On ne se fera pas ici l’avocat de la souplesse et de la réactivité de l’action publique, mais ce procès témoigne d’une singulière myopie. C’est moins un échec bureaucratique qu’il faut mettre en cause qu’un désarroi stratégique des acteurs publics.

Lire aussi | [Philippe Subra : « Il y a urgence à réformer la gouvernance de la métropole parisienne »](#)

Comprendre pourquoi ce territoire est à la fois l’un des plus créateurs de richesses de la région capitale et le plus pauvre de France exige une double prise de recul, dans l’espace et le temps. La Seine-Saint-Denis n’est pas une île. Elle ne vit pas en autarcie. Elle est profondément intégrée aux échanges métropolitains. Chaque jour, ce sont environ 300 000 actifs qui, dans chaque sens, entrent et sortent du département.

Pas un ghetto

D’un côté, le dynamisme de sa création d’emplois profite aux actifs du reste de la métropole qui viennent y travailler. De l’autre côté, les actifs de la Seine-Saint-Denis n’ont plus rien à voir avec les ouvriers de la banlieue rouge des « trente glorieuses » qui travaillaient dans les usines, sur place. La récente crise sanitaire l’a mis en pleine lumière : ce sont les soutiers de la métropole. Se déplaçant

partout sur le territoire du Grand Paris, dans des emplois sédentaires ou nomades (maintenance, logistique, sécurité...), ils sont indispensables à sa bonne marche.

Mais, par contrecoup, plus ce département est ainsi intégré au système métropolitain, moins il l'est au niveau local. On assiste à une dissociation radicale entre les « couches » de la vie locale, entre les activités qui s'y développent, des sièges sociaux aux data centers, et les actifs qui y résident.

Lire aussi | [« Avec le Grand Paris, le temps de la citoyenneté métropolitaine est venu »](#)

Pour comprendre la crise actuelle de l'action publique en Seine-Saint-Denis, il faut aussi passer de la photo au film, prendre du recul dans le temps. Depuis quarante ans que s'y déploient des politiques de réparation territoriale (la politique de la ville), ce sont pratiquement trois générations qui s'y sont succédé. La Seine-Saint-Denis n'est pas un ghetto, au sens où on l'entend habituellement d'un territoire d'assignation à résidence, dont on ne peut sortir.

Il vous reste 59.96% de cet article à lire. La suite est réservée aux abonnés.